

Hughes, Steven W. et Mijeski, Kenneth J. *Politics and Public Policy in Latin America*. Boulder (Col.), Westview Press, 1984, 268 p.

Fidèle Medzo

Volume 16, Number 3, 1985

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701911ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701911ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Medzo, F. (1985). Review of [Hughes, Steven W. et Mijeski, Kenneth J. *Politics and Public Policy in Latin America*. Boulder (Col.), Westview Press, 1984, 268 p.] *Études internationales*, 16(3), 695–697. <https://doi.org/10.7202/701911ar>

te, que les producteurs sont des bénéficiaires actifs, des innovateurs à leur façon des techniques recommandées. Par conséquent, le modèle de diffusion stricto-sensu est inefficace ici dans la mesure où les producteurs n'ont pas adopté les méthodes expérimentées mais les ont adoptées à leurs besoins particuliers.

Ce petit ouvrage bien écrit, dans un langage clair (aussi disponible en anglais et en espagnol) est à recommander à tous les chercheurs qui s'intéressent au développement agricole dans le tiers-monde. Il est précédé d'un chapitre intéressant sur les résultats actuels de la recherche empirique et les enseignements méthodologiques qui fournit un « état » des recherches dans ce domaine. Et, il se termine par un chapitre qui met l'accent sur les avantages de la recherche interdisciplinaire et la contribution des spécialistes en sciences sociales. Par exemple, D.E. Horton économiste écrit « Dans la vallée de Mantaro, les contributions des anthropologues se sont révélées tout aussi importantes que celles des économistes ou des biologistes » contrairement à l'opinion répandue, selon laquelle elles sont jugées superflues.

J.-P. THOUÉZ

*Département de géographie
Université de Montréal*

HUGHES, Steven W. et MIJESKI, Kenneth J. *Politics and Public Policy in Latin America*. Boulder (Col.), Westview Press, 1984, 268 p.

La littérature relative à l'Amérique latine se heurte au problème de trouver un cadre théorique adéquat pour étudier la vie politique de cette région. Hughes et Mijeski proposent, comme alternative, de s'intéresser à ce qui caractérise tous les régimes politiques à savoir la formulation, l'adoption et la mise en oeuvre des politiques. Leur hypothèse est que s'il existe une différence entre les régimes politiques, celle-ci devrait se refléter dans les processus, la substance et l'impact des politiques adoptées.

Ils regroupent les pays d'Amérique latine en trois catégories de régimes politiques (régimes démocratiques, militaires et post - révolu-

tionnaires) au sein desquels évoluent trois catégories d'acteurs: acteurs gouvernementaux, non gouvernementaux, internationaux. Leur démarche consiste donc à identifier et à analyser à partir de deux études de cas dans chaque catégorie de régime politique, le processus de formulation, d'adoption et d'exécution des politiques, le type de politiques adoptées dans les domaines économique, social et des droits civils et politiques, l'impact des politiques adoptées.

Le livre comprend sept chapitres. Dans le premier, Hughes et Mijeski font une revue sélective des différentes approches par lesquelles on peut aborder l'analyse des politiques publiques en Amérique latine. Outre les approches liées à la prise de décision, ils introduisent fort judicieusement la perception qu'ont les acteurs des politiques publiques (Smith, 1975), le corporatisme, la théorie de la dépendance. Le deuxième chapitre examine les caractéristiques des trois catégories d'acteurs, et termine par quelques observations générales sur l'État latino-américain, lequel est marqué par un fort interventionnisme, une faible institutionnalisation, un écart important entre les valeurs de référence des populations rurales et celles des agents des gouvernements.

Des chapitres trois à cinq, l'ouvrage présente des études de cas de gestion des politiques au Vénézuéla et Costa-Rica pour les régimes démocratiques, au Brésil et Pérou pour les régimes militaires, au Mexique et Cuba pour les régimes post révolutionnaires.

Dans la première étude de cas Stephen G. Bunker analyse la politique d'assurance sociale (Social Welfare) en Amazonie brésilienne (1970-1975). Il en ressort qu'un régime militaire n'est pas nécessairement monolithique et que l'échec des programmes peut être attribué à l'incapacité du régime à implanter les institutions sur lesquelles reposent ses structures administratives et les procédures, ainsi qu'au manque de contrôle sur la bureaucratie et la vulnérabilité qui s'ensuit face aux secteurs dominants.

Cynthia McClintock, pour sa part, analyse la réforme agraire au Pérou. Pour l'auteur,

la société péruvienne est très politisée mais peu structurée. L'absence d'organisations paysannes bien structurées et bien articulées a fait que la réforme a été facilement renversée.

Dans les régimes démocratiques, le processus politique est de type « élitiste » ou « paternaliste », la prise de décision étant confisquée par les élites politiques et bureaucratiques. C'est ce que montrent les études de cas de John D. Martz sur la gestion vénézuélienne de la richesse pétrolière et agricole, et de Mark B. Rosenberg sur l'émergence de l'État-Providence au Costa-Rica. Martz met en évidence le pluralisme de la démocratie vénézuélienne et le caractère « gradualiste » des politiques publiques. Il n'en souligne pas moins la place prédominante des élites politiques et économiques dans le processus politique au détriment des masses. De même, Rosenberg signale que même dans une politique qui bénéficiait d'un consensus national comme celle de l'assurance sociale, la participation populaire est pratiquement absente; les décisions se négocient entre les élites.

Les régimes post – révolutionnaires se caractérisent par une prise de décision très centralisée. Merilee S. Grindle, dans son étude de la politique agricole du Mexique, montre que la prise de décision est aux mains d'un groupe restreint de technocrates qui bénéficient de l'appui du Président. L'exécution de la politique se fait selon le modèle « top-down », sans aucune participation effective des paysans que la politique est censée desservir. Les bénéfices de la politique sont confisqués par le personnel administratif et par les riches propriétaires fonciers.

De même à Cuba, Juan Del Aguila montre que pour la politique étrangère, les décisions se prennent dans un cercle restreint dominé par la figure de Fidel Castro, selon l'intérêt idéologique et les impératifs organisationnels. Le rôle des autres institutions et des médias se limite à la diffusion des décisions prises par le sommet.

Dans le sixième chapitre, Hughes et Mijeski interprètent les données de ces études de cas en termes de gestion des politiques. Ils qualifient les régimes militaires et post-

révolutionnaires d'autoritaires, parce que la prise de décision y est confisquée par une élite bureaucratique ou technocratique relativement restreinte, alors que les régimes démocratiques accordent la première place aux instances législatives et laissent une certaine autonomie aux groupes et individus, permettant ainsi l'émergence des aspirations populaires.

Mais en termes de politiques adoptées, le tableau des différences est relativement confus. Ainsi Cuba et le Mexique partagent le style autoritaire de gestion des politiques, mais diffèrent complètement dans les contenus des politiques économiques et sociales adoptées (à cause des différences idéologiques). De même, le Brésil et le Pérou font appel au style technocratique et bureaucratique, mais diffèrent largement par les politiques adoptées. Hughes et Mijeski en arrivent donc à remettre en question leurs catégories initiales de régimes politiques (démocratiques, militaires, et post – révolutionnaires) parce que trop larges et statiques, alors que les régimes changent avec le temps.

Par ailleurs, et c'est l'objet du dernier chapitre, si l'impact des politiques diffère selon les régimes politiques, cet impact semble lui-même dépendre d'autres facteurs tels que: l'existence des ressources naturelles, l'histoire de l'action gouvernementale, la nature même de la politique gouvernementale, la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, les conflits entre différentes politiques.

Le livre de Hughes et Mijeski est un excellent ouvrage dont l'intérêt réside principalement dans la mise en évidence de la diversité des cheminements des pays d'Amérique latine dans le domaine de la gestion des politiques publiques, ainsi que celle des acteurs qui interviennent dans le processus politique. Les catégorisations habituelles des régimes politiques ne reflètent nécessairement pas cette diversité. Il faut seulement déplorer que les deux auteurs n'aient pas poursuivi leurs réflexions pour suggérer des catégories plus adéquates.

Sur le plan théorique, Hughes et Mijeski utilisent fort habilement les théories politiques telles que le corporatisme et la théorie de

dépendance pour l'analyse des politiques. Ce sont ces apports qui rendent ce livre particulièrement intéressant.

Fidèle MEDZO

Département de science politique
Université Laval, Québec

EUROPE OCCIDENTALE

KRAMER, Steven Philip. *Socialism in Western Europe: The Experience of a Generation*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. "A Westview Replica Edition", 1984, 246 p.

Essayer de saisir, grâce à des entrevues, l'expérience d'une génération de socialistes européens qui ont joué un rôle significatif dès les années 1930, tel est l'objectif de cet ouvrage.

Plus précisément, l'auteur cherche à apporter quelques lumières sur la façon selon laquelle des individus ont pris des décisions et ont perçu des événements historiques. Ce que Kramer veut surtout faire, c'est écrire une histoire saisissant l'aspect subjectif de l'expérience socialiste (p. xi). De l'aveu même de l'auteur, il s'agit plus d'un témoignage que d'une étude détaillée du socialisme en Europe occidentale.

Les personnalités interviewées seront: Daniel Mayer, secrétaire général du Parti socialiste français entre 1944 et 1946; Bruno Kreisky, qui a longtemps été chancelier de l'Autriche; Riccardo Lombardi, un homme respecté du Parti socialiste italien; Michael Foot, un ancien chef du Parti travailliste de Grande-Bretagne; Jef Rens, un socialiste belge; Tage Erlander, Sigrid Ekendahl et Trygve Bratteli, tous socialistes scandinaves.

Mais une série d'entrevues ne peut constituer un livre en soi. C'est pourquoi Kramer s'est employé à les situer dans leur contexte national et international. L'ouvrage comporte donc une introduction générale sur l'évolution du socialisme européen dès le début du XX^{ème} siècle, de brèves présentations biogra-

phiques précédant chacune des entrevues, et les entrevues proprement dites.

Commençons par l'introduction générale. Elle traite des sujets suivants: 1) le socialisme avant la Première Guerre mondiale, 2) la Première Guerre mondiale et le mouvement socialiste, 3) le socialisme et le pacifisme durant les années 1920, 4) le socialisme et la crise, 5) la menace fasciste face au socialisme européen, 6) la Deuxième Guerre mondiale: l'Occupation face à la Résistance, 7) les succès et les faiblesses du socialisme entre 1945 et 1968, et 8) l'eurosocialisme. Dans cette introduction générale, Kramer identifie trois sources de tension qui ont perturbé l'unité du mouvement socialiste en Europe. Elles sont: 1) les tensions existant entre la tendance révolutionnaire et la tendance réformiste, 2) la contradiction entre l'internationalisme et le nationalisme et 3) la contradiction entre le pacifisme et l'impératif d'une défense nationale. À des degrés divers selon les pays, ces sources de tension persistent encore de nos jours. Elles ne sont donc pas l'attribut exclusif d'une génération. Or, ce sont ces contradictions qui ont marqué les personnalités interviewées. On se demande alors s'il n'aurait pas été plus sage d'examiner plus profondément le développement historique desdites contradictions, plutôt que d'avoir une introduction générale construite essentiellement sur la base d'un ordre chronologique.

L'auteur semble parfois ramener l'expérience du socialisme à un phénomène de génération. Par exemple, il affirme: « Le socialisme, voire le communisme, semble être une partie d'un système répressif, comme le suggère l'Homme unidimensionnel d'Herbert Marcuse. Mai 1968 a démontré la profondeur d'une hostilité envers ce système, et combien les *partis socialistes ont perdu le contact avec la plus jeune génération*. Sans renouvellement, ils risquent l'extinction (voir p. 42). » Mais l'auteur n'explique pas davantage la situation. Plus qu'un problème de communication entre une génération et une autre, n'y a-t-il pas à la base des difficultés du mouvement socialiste actuel un problème de voies à choisir pour réaliser le socialisme?